

C'EST D'ACTUALITÉ

Par Clémence Levasseur

17 mai : journée mondiale contre l'homophobie



La solidarité gagne du terrain

Les agressions et rejets envers les personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes) sont loin d'avoir disparu. Ces dernières ont besoin de nous pour se sentir comprises et soutenues.



LUCILE JOMAT,
PRÉSIDENTE DE
SOS HOMOPHOBIE,
SOS-HOMOPHOBIE.ORG.

« Chacun
peut être
un allié »

L'homophobie et la transphobie sont-elles toujours présentes dans la société ?

Lucile Jomat. Malheureusement, oui. Il suffit d'ouvrir les journaux pour constater que les agressions sont encore nombreuses. Les personnes LGBTI sont toujours victimes de discrimination et de rejet. Selon notre dernier rapport, paru en 2021 et réalisé suite aux deux mille témoignages reçus par notre association, les périodes de confinement ont eu de graves répercussions. La réduction des interactions sociales a développé un fort sentiment de mal-être et de repli sur soi, accentuant la vulnérabilité des personnes LGBTI. Ces conditions ont été propices au développement de violences dans le voisinage et au sein des familles. La sphère privée s'est transformée en un lieu sous pression, où des relations déjà tendues ont pu se dégrader. Certaines personnes LGBTI ont même été accusées de répandre le coronavirus ou d'en être la cause !

Comment se manifestent-elles ?

L. J. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, qui ne comptabilisent que les plaintes enregistrées par les forces de police et de gendarmerie, près d'un tiers des victimes a subi des injures « anti-LGBT » (31 %) et une sur quatre des violences physiques non sexuelles (26 %). Parmi les victimes de violences physiques, la moitié (51 %) a eu une incapacité totale de travail (ITT). Ces

crimes et délits se passent majoritairement dans l'espace public. Mais selon nous, ces chiffres ne sont pas représentatifs, car rares sont les victimes à pousser les portes d'un commissariat... On estime que seuls 20 % d'entre elles portent plainte. De notre côté, nous ressentons une société scindée en deux, avec une partie qui est bienveillante avec les personnes LGBTI et une autre qui est en rejet total. Nous constatons également une montée de la violence envers les personnes trans.

Quelles sont les conséquences pour les personnes homosexuelles et trans et leurs proches ?

L. J. C'est très dur à vivre, car les personnes qui subissent des insultes, du harcèlement, des agressions physiques ou verbales, se sentent rejetées. Ces actes concrets augmentent leur mal-être, ce qui peut conduire au suicide. Les études ont prouvé que les tentatives de suicide et les pensées suicidaires étaient beaucoup plus fréquentes dans la population LGBTI, en particulier chez les jeunes. D'autres vont choisir de s'invisibiliser, c'est-à-dire se rendre invisible, en ne tenant pas la main de leur compagne ou compagnon, en se renfermant, en s'inventant un petit copain ou une petite copine pour que leur entourage les laisse tranquilles. Certains jeunes sont carrément rejetés par leur famille, qui les jette dehors, coupe les ponts... C'est terrible à vivre !

Comment améliorer la situation ?

L. J. Il faut créer une égalité des droits, car cela permet de donner à tous les citoyens la même considération. Et la loi doit être appliquée : souvent, il faut un temps

85 %
des Français jugent
que l'homosexualité est
une manière comme
une autre de vivre
sa sexualité
Ifop/Sofres, 2019.

60 %
des victimes d'actes
homophobes ont
moins de 35 ans
Ministère de
l'Intérieur, 2021.



Le soutien de la famille et des proches est primordial.

fou entre le moment de son vote et sa mise en œuvre. Par exemple, de nombreux parents de familles homoparentales se retrouvent à remplir des questionnaires avec écrit « nom du père » et « nom de la mère ».

Comment chacun peut-il agir ?

L.J. Il est primordial que les proches soient des alliés, pour accompagner dans leur cheminement les personnes LGBTI. Les membres de la famille, les grands-parents, les amis, les collègues ont un vrai rôle à jouer pour les soutenir et les aider à se sentir bien. Ils doivent les rassurer de leur amour, peuvent les accompagner dans les locaux des associations, venir avec eux dans les manifestations. Si la personne ne se sent pas à l'aise, ne peut pas partager une partie de sa vie avec son entourage, elle risque de s'éloigner. Enfin, pour faire avancer les choses sur le terrain, nous cherchons des bénévoles prêts à s'engager à nos côtés !

57 % des Français soutiendraient un membre de leur famille qui se révélerait être lesbienne, gay ou bisexuel.

Sondage YouGov, 2021.



Antoine Griezmann fait partie des sportifs à s'engager pour la cause LGBTI.



Le monde du sport s'engage

Ça bouge sur le terrain du sport où l'homosexualité a longtemps été un sujet tabou. En mai 2021, le football français s'est servi des 37^e et 38^e journées de Ligue 1 et Ligue 2 pour sensibiliser les spectateurs à ce sujet. Sur les réseaux sociaux, un clip a été diffusé pour dénoncer les propos offensants et insultants pouvant être entendus lors des matchs. Les joueurs ont porté des maillots aux couleurs arc-en-ciel, symbole du mouvement LGBTI. Depuis quelques mois, de plus en plus de sportifs osent également faire leur coming out. En juin dernier, dans le documentaire « Faut qu'on parle », diffusé sur Canal+, six champions racontaient ainsi leurs difficultés à assumer leur homosexualité dans leurs sports respectifs. La loi s'est également emparée du sujet : depuis février 2022, les insignes, signes, symboles et insultes à

l'encontre des personnes à raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre sont punis au même titre que le racisme ou l'antisémitisme. De quoi mettre un terme aux chants et aux banderoles homophobes.

Dernières mesures mises en place, quel résultat ?

En mai 2021, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, dévoilait un ensemble de mesures visant à protéger les personnes LGBTI : mise en place de référents dans les commissariats et gendarmeries, formation des policiers et gendarmes à ces questions, renforcement de la cellule Pharos, où signaler les actes de haine en ligne, création de la plateforme arreteonslesviolences.gouv.fr... Un an après, le bilan est mitigé. « Bien sûr, cela va dans le bon sens, mais c'est encore trop peu, assure Matthieu Gatipon-Bachette, porte-parole de l'Inter-LGBT. Par exemple, la plateforme Pharos a reçu 20 agents supplémentaires : quand on voit les milliers de messages homophobes sur les réseaux sociaux, cela semble bien faible ! Il faudrait un vaste programme de formation pour le personnel de la fonction publique, de la justice, les enseignants et tous ceux en contact avec les jeunes, pour qu'ils puissent accueillir la parole de manière bienveillante. À l'école, les stéréotypes, le sexisme, les LGBTI-phobies devraient être systématiquement abordés, afin de déconstruire les phénomènes de domination. Toute la société a à y gagner ! »

